

FINMETRIX

COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS

GESTION DE RISQUES FINANCIERS

A hand holding a globe with various currency symbols (Bitcoin, Dollar, Euro, Yen, Pound) overlaid on it. The globe is composed of a grid of dots and lines, and the symbols are scattered across its surface. The background is dark blue with a green diagonal stripe.

AOÛT 2025

BONJOUR

INTRODUCTION

Bonjour,

Le mois de juillet a été marqué par plusieurs signaux économiques préoccupants. Au Canada, le taux de chômage demeure élevé, aux alentours de 7%, signe d'une inquiétante fragilité économique. La politique protectionniste de la Maison-Blanche commence à avoir des impacts négatifs pour l'économie américaine, à l'image du secteur immobilier qui montre des signes d'essoufflement. L'accord commercial conclu entre l'Union européenne et les États-Unis provoque de vives réactions, en particulier en France. L'inflation est repartie à la hausse au Royaume-Uni. Et des analystes s'attendent à ce que la Chine connaisse un second semestre « difficile », en dépit de la trêve commerciale convenue avec les États-Unis.

Bonne lecture!

CAD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR CANADIEN

PLUS DE DÉTAILS

En juillet, la paire de devises USDCAD a vu sa valeur passer de 1.3588 à 1.3824. Le marché du travail canadien fait actuellement preuve d'une belle résilience. Il y a eu la création de 83 100 emplois en juin, à la suite d'une forte poussée dans les secteurs manufacturier et privé, selon Statistique Canada. Et le taux de chômage est passé de 7% à 6.9%, marquant sa première baisse depuis janvier dernier.

Toutefois, un bémol s'impose. Un taux de chômage d'environ 7% n'avait plus été vu depuis les neuf dernières années, hors pandémie. À cela s'ajoute le fait que le taux de chômage des jeunes, soit les 18-24 ans, est deux fois supérieur, à 14.2%. « Cette donnée est dramatique, estime Ashish Dewan, stratège principal, placements, de Vanguard Canada. Car elle est le signe avant-coureur d'une fragilité durable de l'économie du pays. »

Le cabinet-conseil britannique Oxford Economics prévoit 140 000 pertes d'emplois au Canada d'ici la fin de 2025, lesquelles surviendraient surtout dans les secteurs touchés par les nouveaux droits de douane américains. Cela ferait bondir le taux de chômage à 7.6% dans les mois à venir, soit 0.7 point de pourcentage de plus qu'en juin.

C'est que, tout comme le cabinet-conseil Deloitte, Oxford Economics s'attend à ce que le Canada entre en récession d'ici la fin de l'année, si jamais le président américain Donald Trump relève bel et bien les barrières douanières. « Le produit intérieur brut (PIB) devrait afficher un recul de 0.8% sur l'ensemble de 2025 », annoncent ses experts.

Oxford Economics s'attend à ce que la Banque du Canada (BdC) maintienne son taux directeur aux alentours 2.75% pendant cette période de turbulences. D'ailleurs, la BdC a préféré le statu quo, lors de sa décision du 30 juillet. Le cabinet-conseil anticipe également une hausse de l'inflation à 3% d'ici la mi-2026, contre 1.9% en juin dernier, « empêchant ainsi la banque centrale de mettre en œuvre des mesures de relance importantes, par exemple sous forme de baisse drastique des coûts d'emprunt ».



USD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR AMÉRICAIN

PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY a grimpé en juillet, de 96.78 à 99.56. Les États-Unis font face à une vague de désaffection internationale, menée par le Canada, leur principal partenaire commercial. Selon Dunnhumby, 71 % des Canadiens prévoient réduire leurs achats de produits américains cette année, ce qui risque de freiner les exportations vers le Canada, notamment dans l'alimentation et l'alcool. En 2024, ce marché représentait 28.4 milliards USD pour les producteurs américains.

Le secteur touristique n'est pas épargné : de nombreux voyageurs étrangers annulent leurs séjours aux États-Unis. Le manque à gagner pour l'économie américaine pourrait atteindre 12,5 milliards USD cette année, selon le World Travel & Tourism Council.

Le phénomène dépasse les frontières nord-américaines. En Europe, une enquête de la BCE révèle que 44 % des consommateurs évitent désormais les marques américaines. Tesla, par exemple, a vu ses ventes chuter de 40 % en France au deuxième trimestre.

Résultat : les signes de ralentissement s'accumulent dans l'économie américaine. Un exemple frappant concerne l'immobilier, les ventes de logements existants ayant reculé de 2.7% en juin, selon la National Association of Realtors (NAR). C'est son recul le plus prononcé depuis les neuf derniers mois. « L'incertitude économique maintient les acheteurs potentiels à l'écart, laissant présager une prochaine aggravation du marasme du marché immobilier américain », notent les experts de la NAR dans un rapport.

Les grandes entreprises américaines ne sont pas épargnées par la crise actuelle. Le constructeur automobile General Motors a ainsi imputé aux nouveaux droits de douane imposés par Trump – qu'il absorbe plutôt que de répercuter aux clients – une dégringolade de 1.1 milliard USD de ses bénéfices au deuxième trimestre. « Il s'agit d'un signe de plus qui semble indiquer que les États-Unis vont s'enfoncer dans la crise dans les mois et les trimestres à venir », dit Gary Hufbauer, chercheur principal du Peterson Institute for International Economics.



EUR



ZOOM SUR ▼
L'EURO

PLUS DE DÉTAILS

La valeur de la paire de devises EURUSD a reculé de 1.1799 à 1.1398, le mois dernier. Le 27 juillet, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le président américain Donald Trump ont conclu un accord commercial lors d'une rencontre à Turnberry, en Écosse. Des droits de douane de 15% seront désormais imposés aux produits européens importés aux États-Unis, voire davantage sur certains produits sensibles comme l'acier (50%). De surcroît, l'Union européenne (UE) s'est engagée à 750 milliards USD d'achats d'énergie et à 600 milliards USD d'investissements supplémentaires aux États-Unis.

Pour Ursula von der Leyen, il s'agit là d'un « bon accord », en ce sens qu'il offre de la « stabilité » dans les échanges commerciaux transatlantiques. Mais avant d'entrer en vigueur, cet accord doit être entériné par le parlement européen et les gouvernements nationaux, et l'opération n'est pas gagnée d'avance.

C'est que l'accord a déclenché un tollé dans certains pays, en particulier en France où Marine Le Pen, députée du parti d'extrême-droite Rassemblement national (RN), a dénoncé « un fiasco politique, économique et moral ». Nombre de voix se sont élevées pour exiger, entre autres, l'instauration d'un mécanisme de surveillance indépendant pour évaluer les bénéfices réels de l'accord pour l'UE, l'idée étant de se doter d'une issue de secours : si jamais les Européens y perdaient franchement, il leur serait possible de mettre fin à l'accord de manière fondée.

Pour l'heure, l'activité économique connaît une embellie dans la zone euro : l'indice PMI de S&P Global a été de 51 en juillet, sa meilleure performance depuis 11 mois. (Un score supérieur à 50 traduit une progression de l'activité économique.) Selon Cyrus de la Rubia, économiste de la HCOB, l'économie européenne est actuellement tirée de l'avant par l'Allemagne, qui connaît un « vif regain » après deux années de récession. Toutefois, un bémol s'impose : « Le retour d'une croissance durable dans la zone euro reste conditionné à une reprise de l'industrie française, laquelle se heurte à un climat de forte incertitude politique en France », souligne l'analyste.



GBP



ZOOM SUR ▼ LA LIVRE STERLING

PLUS DE DÉTAILS

La paire de devises GBPUSD a vu sa valeur reculer en juillet, de 1.3638 à 1.3284. L'inflation est repartie à la hausse en juin au Royaume-Uni, à 3.6%, selon l'Office for National Statistics (ONS). Il s'agit de son niveau le plus élevé depuis un an et demi. La hausse des prix de l'alimentation, de l'habillement et des transports (avion, train, etc.) a particulièrement contribué au redémarrage de l'inflation, qui était à 3.4% les deux mois précédents.

Yael Selfin, l'économiste en chef du cabinet-conseil KPMG UK, n'est pas optimiste pour l'avenir. Il estime que les pressions sous-jacentes perdurent, à l'image des hausses d'impôts survenues en avril dernier, ce qui laisse présager un « pic d'inflation à 4% », l'automne prochain. Le produit intérieur brut (PIB) britannique s'est contracté de 0.1% en mai alors que les analystes interrogés par Reuters avaient tablé sur une croissance de 0.1%. La faiblesse s'est concentrée sur la production industrielle, en recul de 0.9%, et sur la construction, en baisse de 0.6%. Ces chiffres constituent un coup dur pour Rachel Reeves, la ministre des Finances, qui a fait de la relance de la croissance économique et de la réduction du déficit budgétaire du Royaume-Uni ses principaux objectifs.

Le taux de chômage a atteint 4.7% en mai, son plus haut niveau en quatre ans, selon l'ONS. Et le nombre d'offres d'emploi est en baisse continue depuis trois ans. La hausse des cotisations patronales à l'Assurance Nationale en avril aurait découragé les embauches et les remplacements. Peter Waller-Flynn, un consultant en matière de ressources humaines qui œuvre à Liverpool, confirme le phénomène. « Le fardeau fiscal est devenu tel que les chefs d'entreprise me demandent comment faire plus avec moins, dit-il. Mais malheureusement, c'est souvent « Mission : Impossible », il leur faut faire moins avec moins. »

Selon James Smith, économiste d'ING, la Banque d'Angleterre est présentement confrontée à un « véritable casse-tête ». Elle devrait à priori relever les taux d'intérêt en août pour freiner l'inflation, mais cela freinerait l'activité économique. « C'est pourquoi la plupart des analystes mises sur une baisse du taux directeur, aujourd'hui à 4.25%, quitte à dynamiser l'inflation », dit-il.



CNH



ZOOM SUR ▼ LE RENMINBI

PLUS DE DÉTAILS

La valeur de la paire USDCNH a progressé en juillet de 7.1614 à 7.2028. Le produit intérieur brut (PIB) chinois a crû de 5.2% au deuxième trimestre, une progression qui s'apparente à celle du premier trimestre, qui avait été de 5.4%, selon le Bureau national des statistiques (BNS). La croissance est surtout venue du secteur manufacturier (+6.4%), qui a bénéficié d'une demande accrue.

La plupart des analystes s'attendaient à un impact majeur des droits de douane sur l'économie chinoise, qui ne s'est pas concrétisé. La Chine s'est montrée « hyper résiliente », considère Gu Qingyang, professeur d'économie de l'Université nationale de Singapour. La croissance a été essentiellement « stimulée par les exportations », en hausse de 5.8% en juin. Ces dernières ont profité de l'empressement des entreprises chinoises à expédier leurs marchandises aux États-Unis avant l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane, explique-t-il.

Cela étant, la croissance des ventes au détail a fléchi en juin, à 4.8%, contre une hausse de 6.4% le mois précédent. Les données officielles ont également montré une baisse des prix des logements neufs en juin, enregistrant leur plus forte baisse mensuelle depuis huit mois. Le secteur immobilier chinois continue donc de souffrir malgré les mesures incitatives du gouvernement.

Pour Lynn Song, économiste en chef, Grande Chine, d'ING, le second semestre pourrait s'avérer « plus difficile » pour l'économie chinoise. « L'incertitude perdure en dépit de la trêve douanière conclue en mai avec les États-Unis, dit-il. Il n'est pas exclu de voir de nouvelles tensions surgir dans les mois à venir, même si Xi Jinping et Donald Trump en venaient à signer un accord commercial. »

De fait, les différends sont toujours nombreux. Parmi eux figurent la rivalité pour la domination mondiale en matière d'IA et de semi-conducteurs, ou encore le risque bien réel de sanctions sur les banques chinoises liées à la Russie ou l'Iran. « Les écueils sont si nombreux qu'il nous paraît clair qu'un redressement rapide de l'économie chinoise nous paraît hautement improbable », estiment dans un rapport Andrew Hencic et Vikram Rai, économistes principaux de TD Economics.



ARGENT



ZOOM SUR ▼
L'ARGENT

PLUS DE DÉTAILS

Le cours de l'argent au comptant a atteint 39.40 USD l'once troy (t.oz), le 23 juillet dernier. C'était son plus haut niveau depuis septembre 2011. La valeur de l'argent, métal à la fois précieux et industriel, a progressé de 35% depuis le début de 2025, soit presque autant que l'or, dont la progression a été de 38%. Historiquement, l'argent a atteint un sommet historique de 49.51 USD/t.oz en avril 2011.

Plusieurs facteurs expliquent la hausse actuelle de l'argent, à commencer par sa forte demande industrielle. Contrairement à l'or, l'argent est largement utilisé dans des secteurs clés comme le photovoltaïque, les véhicules électriques, la 5G ou encore les semi-conducteurs: l'industrie en absorbe près de 60% de la demande mondiale.

En Inde, premier consommateur mondial d'argent, les investisseurs délaissent peu à peu l'or au profit de l'argent. Depuis le début de l'année, les prix intérieurs ont bondi de 21%, contre seulement 5% pour l'or, atteignant un sommet de 114 875 roupies (1 336 USD) le kilo.

L'engouement se reflète aussi dans les fonds négociés en bourse (FNB) sur l'argent, qui ont attiré des flux de capitaux record de 20 milliards de roupies en juin, contre 8.53 milliards en mai, selon l'Association des fonds communs de placement en Inde. « C'est clair, en Inde, nous sommes persuadés que l'argent n'a pas fini de gagner en valeur », explique Vikram Dhawan, gestionnaire de fonds, du Nippon India Mutual Fund, qui gère des FNB sur les métaux.

Nombre d'analystes abondent dans le même sens. La dynamique actuelle pourrait être assez puissante pour porter l'argent au-dessus de la barre symbolique des 40 USD/t.oz à court terme, considère Nitesh Shah, stratège, matières premières, de WisdomTree. Quant à Nicky Shiels, responsable, stratégie métaux, de MKS PAMP, il voit le prix au comptant de l'argent atteindre les 42 USD/t.oz cette année.





Les diamants russes ne trouvent plus preneur

Sous pression depuis les sanctions occidentales, Alrosa, responsable de 90% de la production russe de diamants, a vu ses ventes fondre à vue d'œil : ses bénéfices ont chuté de 77% en 2024. Pour parer la crise, le géant public russe a intensifié ses expéditions vers l'Inde, principal centre mondial de la taille. Mais cet afflux a saturé un marché déjà fragilisé par la baisse de la demande mondiale en diamants naturels. En conséquence, les stocks d'inventus d'Alrosa atteignent à présent près de 130 milliards de roubles (1.6 milliard USD). La crise est telle que l'État russe a décidé de voler au secours du géant public, en se portant acquéreur pour 154 milliards de roubles (1.9 milliard USD) de ses diamants, entre 2025 et 2027.

Source : The Moscow Times

Lien : [ICI](#)

Washington encadre les cryptos

Après des années de flou réglementaire, les États-Unis ont adopté leur première grande loi fédérale sur les cryptomonnaies, centrée sur les stablecoins. Le texte, voté avec un large appui bipartite, exige que toute cryptomonnaie adossée au dollar soit entièrement garantie par des actifs sûrs et liquides. L'objectif : renforcer la confiance, protéger les consommateurs et éviter les risques systémiques. La loi impose aussi des audits mensuels, des obligations de transparence et le respect des normes anti-blanchiment. Si elle est promulguée par le président Trump comme prévu, elle fera des États-Unis un des premiers grands pays à réguler les stablecoins de manière aussi détaillée.

Source : BBC News

Lien : [ICI](#)

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Ce document est fourni à titre d'information seulement. L'information présentée est sous forme de résumé et peut-être incomplète. Il est interdit de distribuer, publier, reproduire ce document et/ou son contenu, sans notre permission écrite à chaque instance. Nous n'assumons aucune responsabilité pour les pertes subies par l'entreprise, ses propriétaires, ou toute autre partie et qui résulteraient de la circulation, de la publication, de la reproduction ou du mauvais usage de ce document. Nous nous réservons le droit (mais ne sommes sous aucune obligation) de réviser tous les calculs inclus ou mentionnés dans le présent document et, si nous le croyons nécessaire, d'y apporter des changements qui seraient justifiés par des faits, des tendances ou des conditions existant à la date de la présentation, mais qui nous furent connus subséquemment.

Bien que FINMETRIX ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, FINMETRIX ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document ne vise aucunement à donner des recommandations, conseils, avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin, car il pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. Toute opération financière comporte un certain nombre de risques et de facteurs à considérer. Avant d'agir sur l'information ou d'effectuer une opération, vous devriez étudier attentivement les conditions, évaluer les risques et de déterminer si elle répond aux besoins et objectifs particuliers du client, à son expérience, à ses ressources financières et opérationnelles et toute autre circonstance qui lui est propre.

”
LA MEILLEURE
STRATÉGIE
C'EST D'AVOIR
UNE
STRATÉGIE

